



NOTE D'ACTUALITÉ N°618

CONSÉQUENCES DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN SUR LES LITIGES MARITIMES ISRAËLO-LIBANAIS CONCERNANT LES HYDROCARBURES

Giuseppe Gagliano

*Président du Centro Studi Strategici Carlo De Cristoforis (Côme, Italie).
Membre du Comité des conseillers scientifiques internationaux du CF2R.*

Comme nous le savons, Israël se positionne comme un acteur clé dans le secteur énergétique de la Méditerranée orientale, grâce à la découverte et à l'exploitation d'importants gisements de gaz naturel tels que *Leviathan* et *Tamar*. Ces gisements ont transformé le pays, auparavant importateur de gaz, en un exportateur émergent, avec des implications économiques et politiques significatives.

Jusqu'en 2008, Israël dépendait fortement des importations de gaz de l'Égypte, mais la situation a changé avec la découverte des gisements mentionnés. En particulier, *Leviathan*, avec des réserves estimées à environ 450 milliards de mètres cubes de gaz, a commencé sa production à la fin de 2019. *Tamar*, plus petit mais néanmoins significatif, est entré en production depuis quelques années déjà. Ces gisements promettent non seulement de satisfaire les besoins intérieurs d'Israël, mais également son potentiel d'exportation, changeant la dynamique énergétique de la région.

Cependant, la transition énergétique de l'État hébreu a été confronté à un défi, en raison d'un différend maritime sur les droits d'exploitation des ressources naturelles avec son voisin, le Liban. Celui-ci a délimité sa propre zone économique exclusive, la subdivisant en blocs et en attribuant des licences pour l'exploration d'hydrocarbures. Le bloc numéro 9 fait l'objet d'un conflit avec Israël. Tel Aviv a revendiqué une portion de ce bloc en se basant sur un accord maritime

avec Chypre, tandis que Beyrouth a établi ses propres délimitations, donnant lieu à une question ouverte concernant les droits d'exploration et d'exploitation.

Les tensions entre les deux pays ont été constantes, le Liban accusant Israël de prendre des actions unilatérales et d'expansionnisme. Toutefois, sous l'administration Biden, un accord a été conclu en 2021 qui pourrait atténuer ces tensions. L'accord prévoit une médiation qui offre à Israël une sécurité économique grâce à la possibilité d'exploiter le gisement de *Leviathan*, tandis qu'il est permis au Liban d'explorer et de développer le controversé bloc 9, en échange d'une compensation pour le gaz extrait à l'intérieur de sa propre zone maritime.

Malgré cette avancée, la question de la « ligne bleue », la frontière terrestre temporairement tracée par les Nations Unies, reste un point en suspens. Cela montre que les différends territoriaux et les ressources naturelles continuent d'être des facteurs critiques dans les relations internationales en Méditerranée orientale. La situation reste tendue, car le potentiel économique des gisements gaziers pourrait à la fois servir de catalyseur pour la coopération régionale, mais aussi accentuer les tensions existantes entre les pays voisins.

En effet, le conflit persistant entre Israël et la Palestine a le potentiel de modifier considérablement l'équilibre géopolitique au Moyen-Orient, en particulier en ce qui concerne la dynamique énergétique impliquant Israël et le Liban. La dispute sur les hydrocarbures dans l'est de la Méditerranée, notamment en ce qui concerne le gisement de *Leviathan* et les différends sur les droits d'exploration du bloc 9, pourrait être influencée de diverses manières par la prolongation des hostilités israélo-palestiniennes.

D'abord, l'instabilité croissante pourrait compromettre la sécurité des infrastructures énergétiques en Israël, posant un risque pour la production et l'exportation de gaz naturel. Cela pourrait entraîner une réduction de la confiance des investisseurs et un impact économique conséquent pour Tel Aviv, ce qui pourrait affaiblir sa position de négociation avec le Liban.

D'autre part, l'intensification du conflit israélo-palestinien pourrait mener à un renforcement des alliances régionales. Le Liban, confronté à ses propres défis internes, pourrait être incité à rechercher une résolution rapide du différend énergétique avec Israël, surtout si cela impliquait des bénéfices économiques immédiats pour alléger ses tensions financières.

Cependant, une escalade pourrait aussi avoir l'effet contraire, intensifiant le nationalisme et la rhétorique anti-israélienne, ce qui compliquerait davantage les pourparlers. Les factions opposées à Israël au sein du Liban pourraient utiliser la guerre actuelle comme prétexte pour interrompre les négociations ou pour exercer une pression afin d'adopter des positions plus fermes.

Il est également plausible que la guerre israélo-palestinienne détourne l'attention internationale de la dispute énergétique entre Israël et le Liban, retardant une résolution tandis que les puissances mondiales se concentrent sur le conflit plus immédiat et ses ramifications.

Enfin, une plus grande instabilité pourrait conduire à une intervention internationale plus décidée, avec des acteurs tels que les États-Unis qui pourraient jouer un rôle plus actif pour stabiliser la région à travers des accords énergétiques favorisant la coopération économique, pouvant être perçus comme antidote aux tensions croissantes.

En conclusion, la guerre israélo-palestinienne n'est pas un conflit isolé mais une pièce d'un puzzle beaucoup plus vaste comprenant la sécurité énergétique, la diplomatie et la stabilité régionale au Moyen-Orient. Ses répercussions se font sentir au-delà des frontières nationales et la dispute concernant les gisements gaziers entre Israël et le Liban n'est que l'une des nombreuses questions qui pourraient être façonnées par l'issue de ce conflit.